

RCD :

# «Le chantage à l'islamisme est obscène»

**Si le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) a conscience du péril islamiste menaçant les pays de l'Afrique du Nord ayant accompli leurs révolutions, il ne se laisse cependant pas convertir aux thèses fatalistes qui voient l'étendard vert déployé un jour prochain en Tunisie et en Libye. Le parti de Saïd Sadi ne veut surtout pas que «le régime algérien se saisisse de ces secousses pour pousser l'outrecuidance jusqu'à se présenter comme l'ultime rempart contre l'intégrisme, lui qui en fut le précurseur dans la région».**

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)-** C'est à une lecture lucide, loin des jérémiades catastrophées qui essaient ici et là, que le RCD invite, après l'élection, le 23 octobre dernier, de l'Assemblée constituante en Tunisie et qui a vu le parti Ennahda asseoir une bonne assise électorale.

Le RCD (r)assure que rien n'est irrémédiablement perdu pour les forces progressistes en Tunisie et rien n'est définitivement gagné pour les islamistes. «(...) à l'inverse de son homologue algérien, le régime tunisien a veillé à préserver le système éducatif et le statut personnel des marchandages politiques.

Cet investissement, couplé à la surveillance internationale massive qualifiée, a payé et se trouve à l'origine du civisme qui a fait, qu'en dépit des fraudes précédentes, neuf citoyens sur dix se sont acquittés de leur devoir électoral», note le RCD dans un communiqué rendu public hier, avant de souligner que «ces acquis ont également fait que malgré un lourd passif dont se nourrissent des populismes, les islamistes ne pourront pas disposer de plus du tiers des sièges à l'Assemblée constituante. Mieux, sentant la précarité de leur succès — que d'aucuns assimilent à un hold-up électoral —, les responsables du parti vainqueur ne cessent de jurer qu'ils ne remettront pas en cause le statut de la femme et qu'ils n'attenteront pas aux libertés publiques (...)».

Le parti de Saïd Sadi, qui prend ainsi acte de l'attitude d'Ennahda au lendemain de sa victoire électorale, avertit qu'il ne faut surtout pas être dupe de ces promesses faites. «Il suffit de prendre connaissance des déclarations antérieures de Ghannouchi pour savoir quelle direction il prendrait si un rapport de force devait le lui permettre», rappelle-t-il, estimant toutefois qu'il «est capital qu'un mouvement intégriste sortant vainqueur des urnes se sente obligé

de donner des gages de bonne conduite à une société qu'il sait rétive et vigilante.»

Etant un acteur prépondérant dans l'échiquier politique national, toujours clairvoyant lorsqu'il s'agit d'alerter des dangers guettant la société ou de dénoncer les exploitations politiciennes que le régime fait de tout événement, le RCD ne reste donc pas sans tacler ceux, ici, qui s'usent à vendre leur autoritarisme comme rempart devant l'intégrisme.

«Depuis le début des révolutions qui se succèdent dans notre région, le pouvoir algérien n'a eu de cesse de spéculer sur les suites chaotiques qui ne manqueraient pas d'engendrer des mouvements de libération qui ne sont en fait que la réparation historique des détournements des sacrifices consentis par nos peuples pour venir à bout du colonialisme. C'est avec un cynisme non dissimulé que les relais du système se sont saisis de



Saïd Sadi, président du RCD.

la victoire du parti islamiste Ennahda pour essayer de relancer la rengaine dictatoriale qui veut que seul l'autoritarisme permet d'assurer la stabilité d'un pays ou d'une région.»

Le RCD estime, par ailleurs, que les choses ne sont pas irrémédiablement compromises en Libye où le président du CNT avait eu à annoncer que la Charia sera la

seule source d'inspiration des lois. «(...) d'autres membres du CNT ont aussitôt pris publiquement la parole pour lui signifier que le peuple libyen ne s'est pas battu pour remplacer une dictature par une autre et qu'en tout état de cause, ses propos n'engageaient que sa personne», fait-il remarquer, avertissant, après avoir mis en évidence la possibilité d'une

victoire islamiste aux législatives marocaines de novembre prochain, que «le comble serait que le régime algérien se saisisse de ces secousses pour pousser l'outrecuidance jusqu'à se présenter comme l'ultime rempart contre l'intégrisme, lui qui en fut le précurseur dans la région.»

Pour le RCD, la situation post-révolutionnaire en Tunisie est dissemblable de celle que l'Algérie a vécue en 1991. «L'amalgame que joue le système pour assimiler la Tunisie post-révolutionnaire à l'Algérie de 1991 n'est pas pertinent.

En vérité, le régime algérien devait être le seul acteur à se réjouir de la victoire d'Ennahda dès lors qu'il a anticipé depuis longtemps tout ce qu'il feint de redouter pour la Tunisie et la Libye ; autant de restrictions que, pour l'heure, les islamistes tunisiens s'interdisent de commettre.»

Le RCD note que le chantage à l'islamisme dont les dirigeants algériens inondent les médias est obscène. «Le système FLN a administré la preuve qu'en étouffant les voix des démocrates et en offrant les institutions à l'islamisme, la dictature mène inéluctablement à la théocratie.»

S. A. I.

## ELLE A DENONCÉ LA NON-EXÉCUTION DE DÉCISIONS PRÉSIDENTIELLES

### Meeting de la SG du Parti des travailleurs à Annaba

**La secrétaire générale du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune, s'est interrogée, hier à Annaba, sur la non-exécution par les institutions de l'Etat des nombreuses décisions prises, ces derniers mois, par le premier magistrat du pays.**

Lors d'un meeting populaire regroupant les militants et sympathisants du parti dans dix wilayas de l'est du pays, M<sup>me</sup> Hanoune a annoncé qu'une «conférence d'urgence pour la défense des peuples» sera tenue à Alger les 3, 4 et 5 décembre prochain.

Cette conférence, à laquelle la Centrale syndicale est partie prenante, aux dires de la SG du PT, réunira des syndicats, des organisations et des personnalités du Maghreb, du Sahel, d'Afrique et même de pays occidentaux membres de l'OTAN, «pour exprimer notre refus aux politiques impérialistes, expansionnistes et d'exploitation des peuples», a précisé M<sup>me</sup> Hanoune. Pour elle, l'exemple de la récente intervention en Libye en dit long sur les intentions de ces pays. A Tripoli, le Qatar et la

France ont distribué plus d'un million d'armes aux rebelles. Outre les bombardements de leur aviation, les pays de la coalition anti-Kadhafi avaient de nombreux hommes au sol, contrairement à la résolution 1973 de l'ONU.

C'est un coup d'Etat contre un peuple connu pour sa composante tribale, donc fragile, dira l'oratrice, tout en dénonçant la barbarie avec laquelle a été exécuté l'ex-chef d'Etat libyen, livré en toute connaissance de cause par les coalisés occidentaux à ses assassins.

«La grave crise économique menaçant le devenir des travailleurs dans ces pays est la principale cause à l'origine de l'intervention en Libye. Elle permettra à leurs entreprises de reconstruire ce que leur arsenal a détruit. Un partage en sorte du butin de guerre. La facture est très élevée.

Elle a été estimée par ces pays à 200 milliards de dollars, alors que de nombreuses sources fiables l'ont évaluée à 7 milliards seulement», a affirmé la secrétaire générale du PT. Abordant ensuite la situation dans le pays, M<sup>me</sup> Hanoune a rappelé l'échec des investissements

étrangers en Algérie, chose qui a été officiellement confirmée par le président de la République dans un discours en 2008.

«L'Algérie est visée par l'impérialisme mondial», a déclaré à plusieurs reprises, Mme Hanoune pour qui le peuple doit rester vigilant pour annihiler toutes les tentatives le visant.

«La construction de routes et de bâtiments, c'est bien, mais ce n'est pas tout. Nous devons renforcer notre économie par des investissements publics dans les secteurs stratégiques, à l'exemple de l'agriculture. Il y a aussi la situation sociale qui doit être améliorée», estime la secrétaire générale du PT.

Soulignant qu'avec un filet social de 3 000 DA mensuels «on ne peut même pas survivre alors que dire des centaines de milliers de chômeurs», avant de relever que «même s'ils ont un emploi précaire, des travailleurs touchent un salaire de 8 000 DA. Est-ce que avec une somme pareille on peut nourrir correctement une famille?»

A. Bouacha

## RÉFORMES POLITIQUES INITIÉES PAR BOUTEFLIKA

# La LADDH tire la sonnette d'alarme

**Tirs groupés contre les réformes initiées par le premier magistrat du pays au lendemain de son discours prononcé en avril dernier. C'était lors de la conférence-débat organisée jeudi dernier par la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH) à l'hôtel Essafir et dont l'intitulé est «Projets de textes de loi, un pas vers les réformes, ou une consécration du statu quo.» ?**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir) -** Avocats, journalistes, personnalités politiques et animateurs du mouvement associatif ont porté de vives critiques contre ces réformes. La grève générale de trois jours organisée par l'Union des barreaux d'Algérie qui était au centre des débats, illustre, selon les animateurs de cette conférence, «l'impasse dans laquelle se sont retrouvées les réformes initiées». Mustapha Bouchachi, président de la LADDH et avocat inscrit au barreau d'Alger, a qualifié la situation actuelle de «dangereuse». «Il y a un recul caractérisé dans tous les domaines de la vie citoyenne par rapport aux acquis des

réformes engagées au début des années 1990», dira-t-il. Le conférencier, qui revenait de Tunisie après avoir pris part aux dernières élections législatives en qualité d'observateur, s'est interrogé sur «le discours politique développé par le pouvoir politique en place qui est destiné pour la seule consommation extérieure». En guise d'argument de cette situation de «recul» mise en exergue par l'intervenant, il cite le projet de loi portant réorganisation de la profession d'avocat. Un projet de loi qui a soulevé la colère des robes noires. M<sup>e</sup> Bouchachi dira, d'ailleurs, à ce propos, que le projet en question «tend à mettre l'avocat dans l'im-

possibilité de remplir ses missions, son rôle dans la défense des droits de l'homme». Pour un autre avocat, ce projet de loi à travers un certain nombre d'articles «tend à faire de l'avocat algérien un figurant dans une comédie judiciaire». «Il s'agit de ceux relatifs aux interventions du ministre de la Justice en vue de contrôler et de placer sous son autorité les avocats et de s'ingérer dans le fonctionnement de la profession à tous les niveaux, depuis l'accès à la profession jusqu'à la suspension en passant par les stades des activités des membres des barreaux», explique-t-on. En somme, pour les participants, il y a «un recul dangereux et porteur de tous les dangers pour notre pays, et cela est véritablement dangereux». L'exercice du métier de journaliste ou la place de l'homme politique ont été également évoqués lors de cette rencontre. A ce

titre, le parlementaire indépendant Ali Brahimi a commenté le projet de loi portant création de partis politiques. Comme l'avocat Bouchachi, le député Brahimi s'est interrogé sur les «dessous de cette loi» ou encore ses «visées». En d'autres termes, il est arrivé à la conclusion selon laquelle «le recul dans l'exercice de la chose politique est désormais visible à travers cette nouvelle loi». Un recul constaté également dans «les secteurs de la presse et du mouvement associatif». Pour M<sup>e</sup> Mustapha Bouchachi, «il est du devoir de tous les militants de la démocratie et de la liberté d'expression de poursuivre le combat et la lutte pour l'instauration d'une véritable démocratie». «Le danger est grave pour l'Algérie et son peuple. Nous devons maintenir la mobilisation et poursuivre le combat pour la démocratie», a-t-il conclu.

A. B.